

Exception culturelle et exception culturelle

Jean Semal

Rédacteur en chef

Oui, il faut remettre la société humaine dans ses rapports à la biosphère au cœur du débat. Car, de plus en plus, les activités socio-économiques évoluent vers un dualisme de mauvais aloi. Il y a celles qui visent à créer des richesses réelles consistant en biens et services générés au profit des producteurs, des consommateurs, des entrepreneurs, transformateurs et distributeurs. Par ailleurs, il y a la spéculation virtuelle sous toutes ses formes, qui gruge les bénéfices acquis à la force des bras et à la puissance des cerveaux du grand nombre, pour en dissiper la substance au sein d'une bulle financière sans limite, comparable à un brasero qui prétendrait réchauffer l'univers. Sept mille milliards de francs sont ainsi en attente permanente de fondre sur l'une ou l'autre devise afin d'en butiner le suc.

Ces situations frappent de plein fouet les agricultures et les grandes fonctions rurales, particulièrement sensibles à la dérégulation des flux économiques, à la dérive des marchés financiers, aux saturations des potentiels écologiques et à l'instabilité des sociotopes. Car à quoi sert un projet scientifique, technologique ou gestionnaire en agriculture, s'il doit être mis en œuvre dans une zone ravagée par les massacres, submergée par les réfugiés, stérilisée par la sécheresse ou anémiée par les prébendes de tous ordres ? Il s'agit donc de recomposer prioritairement un paysage international à visage humain, mission à laquelle la francophonie se doit de contribuer.

Dans le cadre de cette indispensable entreprise, notre fonction d'animation des *Cahiers Agricultures*, que ce soit en tant qu'auteur, lecteur ou gestionnaire de la rédaction, se doit de privilégier des interactions positives entre partenaires, de susciter la réflexion, de promouvoir les échanges et de valoriser les acquis. Ce sera notre contribution en vue de limiter les dérives et de promouvoir les redressements. Un tel programme présente deux facettes majeures : l'une relative au contenu et à la forme de notre revue, l'autre portant sur les fonctions rurales au sein de la biosphère en devenir.

S'agissant des *Cahiers Agricultures*, eu égard aux promesses d'extension du lectorat grâce à l'informatisation, nous aurons à cœur de renforcer la dynamique relationnelle entre auteurs et lecteurs.

Aux auteurs, source essentielle de la communication, il sera demandé de se positionner dans un contexte qui n'est ni celui d'une revue publiant exclusivement des articles primaires, ni celui d'une publication de vulgarisation destinée au très grand public. Sans se départir pour autant de la légitime perspective de faire connaître la substance et la qualité de leurs réalisations et de leurs conceptions, ceux qui contribuent aux *Cahiers Agricultures* auront le souci permanent de situer et d'éclairer leurs propos de manière à être appréciés par un public non spécialisé. Ils donneront à leur prose une dimension pédagogique qui puisse inspirer la diffusion du savoir *via* les enseignants et les médias, au bénéfice des étudiants et du large lectorat actuel ou potentiel existant.

J. Semal : Unité de phytopathologie, Faculté des Sciences agronomiques, 2 passage des Déportés, B-5030 Gembloux, Belgique.

tant chez nos partenaires institutionnels, scientifiques ou privés. Il s'agira, notamment pour les synthèses, de faire le point sur un sujet de la compétence disciplinaire des auteurs, tout en veillant à situer la matière dans le cadre plus général des agricultures et du monde rural, en s'attachant à éclairer ses interfaces avec les disciplines connexes. Les relecteurs et le comité de rédaction, dont il convient de saluer les mérites dans l'accomplissement d'une tâche difficile, auront à cœur d'orienter les manuscrits afin qu'ils répondent au mieux aux synergies souhaitées avec l'ensemble des lecteurs.

Ceci étant, comme nous n'avons nulle vocation à devenir *vox clamans in deserto*, il convient en permanence que nos *Cahiers* soient un observatoire où se reflètent les grands événements du moment. À cet égard, le début de 1995 a vu se dérouler deux réunions internationales de haut niveau qui illustrent parfaitement la dualité du monde à venir : l'Assemblée du G7 à Bruxelles, où furent célébrées les épousailles entre la richesse et le cyberspace, et le Sommet social de Copenhague, qui mit en évidence les liens étroits entre la pauvreté et la croissance sans développement.

Il est vrai que ces deux réunions fastueuses eurent chacune leur « contre-forum », animé par les ONG actives sur le terrain, où furent évoqués des problèmes concrets éclairant d'un jour différent les pétitions de principe des instances officielles. Prônant le développement autocentré, ces ONG préconisent la mise en valeur des potentialités des populations dans un cadre culturel, sociologique et technolo-

gique approprié dans lequel elles se reconnaissent et s'investissent. C'est ici que le culturel rejoint le cultural en une symbiose inhérente aux activités rurales.

La véritable question en la matière est de savoir si l'on admettra ou non d'inclure les droits sociaux et économiques parmi les droits humains. Et, dans ce cadre, il faudra prendre en compte les différences et les particularités qui distinguent fondamentalement le cyberspace et l'agro-espace : il s'agit essentiellement d'une appréhension sans commune mesure de l'espace-temps. Ce qui, dans l'un, se réalise dans un monde virtuel où la seconde (bientôt la picoseconde) est reine, fonctionne dans l'autre au rythme annuel ou décennal. Ce qui, dans l'un, est planétaire, concerne dans l'autre des terroirs de quelques kilomètres carrés. Ce qui, dans l'un, se perd dans la virtualité croissante, reste pour l'autre une fonction bien réelle où les pieds sont au contact de la glaise, du sable ou du purin. Les sondages sont un exemple de cette rupture entre le réel et le virtuel. Certes, les médecins de Molière avaient une manière bien réelle de sonder. Mais aujourd'hui que le clystère a été remplacé par le micro, il suffit d'un millier de « sondés » communiquant leurs émotions réelles ou feintes pour en déduire la volonté du grand nombre.

Les choses sont différentes dans le monde des agricultures, où la sonde se doit d'être bien ancrée dans la terre afin d'en caractériser les propriétés bonnes ou mauvaises : la carotte virtuelle des promesses cyberspatiales est ici une carotte bien réelle, révélant les secrets des fondateurs pédologiques.

Les instances internationales auront bientôt l'occasion de faire le point sur les questions qui viennent d'être évoquées. En effet, le cinquantième anniversaire de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sera célébré en octobre 1995 en la belle ville de Québec où elle vit le jour il y a un demi-siècle. Au cours d'un symposium intitulé « L'humain au cœur du développement », la planète sera invitée à assurer sa sécurité alimentaire par son savoir-faire. Seront particulièrement à l'honneur les réserves naturelles, les fondements du développement durable, les marchés, les bases de l'ordre économique, la gestion des savoirs et des technologies.

On sera, en l'occurrence, aux antipodes du cyberspace, dans la réalité rurale avec ses contraintes de sol, d'eau, de climat, avec ses spécificités de cycles, d'économie informelle, avec ses matériaux vivants qu'il faut en permanence faire naître, croître et mûrir dans un environnement propice et dont il conviendra en outre de récolter et valoriser les produits.

Dans ce contexte, il apparaît que l'exception culturelle, défendue à juste titre au sein de la francophonie, devrait se doubler d'une exception culturelle qui reconnaisse les agricultures et les fonctions rurales dans la diversité de leurs techniques, de leurs marchés et de leur savoir-faire, tout en se rappelant que parler de la faim n'a jamais nourri personne. Faute de quoi la ruralité, devenue informelle et virtuelle, rejoindra dans des agri-duc les flux incontrôlés des infoducs et des finanducs ■